

## Le personnel se mobilise

# RENDEZ-VOUS LUNDI 15 MAI 2017

## de 16h à 17h devant l'entrée de l'hôpital à Fribourg

Cette campagne Ecalex aura montré le peu de considération dont fait preuve l'Etat pour ses 18'000 salariés. Pensez donc, non content de nier le lien évident entre le dossier de l'ECAB et celui du HFR, le Conseil d'Etat s'est permis de transmettre une consigne de vote à tous ses salariés. Cette attitude tellement condescendante n'est pas digne d'un Exécutif cantonal et d'un employeur. On ne peut qualifier cette initiative que de dérapage incompréhensible. Qui supporterait que son patron lui dise que voter ?

Notre action pourtant ne vise qu'à défendre des valeurs nobles, indispensables au bon fonctionnement des services publics. Nous voulons de la solidarité, de l'égalité de traitement et de l'engagement au service des citoyens. Brefs des conditions-cadres qui nous permettent d'offrir des prestations de qualité à la population du canton.

Or le Conseil d'Etat a décidé de soutenir tête baissée l'ECAB et son directeur en véhiculant les messages blessants de ce dernier à notre égard. Celui-ci peut se permettre de critiquer à tout va le Conseil d'Etat et la gestion de son administration sans réaction. ECALEX vise à individualiser les conditions de travail et à diviser les collaborateurs de l'Etat. C'est un précédent inacceptable. Le signe politique envoyé par nos élites dans leur courrier de mercredi au personnel est très dangereux et va fragiliser les collaborateurs de bon nombre d'établissements à l'Etat de Fribourg.

Prochaine cible, l'HFR, mais pas seulement ! Les collaborateurs des réseaux de santé mentale, des EMS et des soins à domicile seront également affaiblis par une sortie de la LPers. Ensuite, tout le personnel de l'Etat risque une baisse des salaires. Car la volonté des motionnaires qui demandent une révision totale de la LPers n'est certainement pas d'améliorer les conditions des fonctionnaires régulièrement caricaturés et peu défendu par le Conseil d'Etat.

Vu le message qui vous a été adressé par le Conseil d'Etat, dont la formulation ne laisse aucun doute sur le rédacteur, nous devons constater que les craintes ressenties par le personnel pour son avenir ne semblent pas beaucoup émouvoir notre gouvernement.

C'est pourquoi, pour démontrer notre solidarité avant les votations du 21 mai, nous vous proposons de nous rejoindre à un "sit-in", lundi prochain, devant l'hôpital de Fribourg. Les collaborateurs de l'hôpital sont en effet les prochains sur la liste des démantèlements que souhaite une partie de la droite.

**Venez nombreux nous rejoindre et manifester votre solidarité et votre soutien au maintien des collaborateurs dans la LPers.**

Nous avons besoin de votre appui pour montrer au Conseil d'Etat notre détermination à défendre notre honneur ainsi que des services publics de qualité.

## TOUS ENSEMBLE POUR UN HOPITAL PUBLIC!

